



surface
care
solutions

FILA Industria Chimica Spa
Via Garibaldi, 58
35018 San Martino di Lupari
Padova—Italy

T +39 049 94 67 300
F +39 049 94 60 753

filasolutions.com
info@filasolutions.com

INFORMATIONS SUR LE TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES dans le cadre du système de déclaration de l'entreprise - whistleblowing

1. RESPONSABLE DU TRAITEMENT.

A tout moment, vous pouvez vous adresser à la société FILA INDUSTRIA CHIMICA S.P.A. (ci-après "FILA S.p.A."), VAT IT00229240288, dont le siège social est à San Martino di Lupari (Padoue) - Italie, via Garibaldi n. 58, "Responsable du traitement des données", à l'adresse électronique privacy@filasolutions.com pour obtenir des informations et/ou signaler tout problème.

2. CATÉGORIES DE DONNÉES PERSONNELLES TRAITÉES

Les données à caractère personnel de l'entité déclarante, de l'entité déclarante et d'autres catégories de personnes concernées seront traitées dans le cadre du processus de collecte et de traitement des déclarations, les personnes concernées et/ou liées au processus de signalement et/ou aux faits faisant l'objet du signalement.

Ces informations peuvent inclure des données personnelles communes (par ex. coordonnées, coordonnées, données relatives à l'activité professionnelle de la personne concernée, autres données contenues dans le signalement et/ou la documentation jointe ou collectée au cours du processus de gestion du signalement, etc.) et, dans la mesure où cela est strictement nécessaire à la poursuite de la finalité de traitement décrite ci-dessous, des données personnelles appartenant à des catégories particulières visées à l'art. 9 du RGPD (par ex. données relatives à la santé, à l'appartenance syndicale, données susceptibles de révéler l'origine raciale, opinions politiques, convictions religieuses ou philosophiques de la personne concernée, etc.) ou données relatives aux condamnations pénales et aux infractions visées à l'art. 10 du RGPD.

3. SOURCE DES DONNÉES

Les données personnelles seront collectées directement auprès de l'intéressé ou auprès de tiers, par le biais d'une déclaration effectuée selon les instruments mis à disposition par la Société, ou acquises au cours du processus de gestion de la déclaration.

4. FINALITÉS DU TRAITEMENT, BASE JURIDIQUE ET DÉLAIS DE CONSERVATION

Les données à caractère personnel seront traitées aux fins suivantes et dans le respect des bases juridiques comme indiqué plus haut. En particulier:

A) pour le traitement de la déclaration et l'adoption des mesures qui en découlent conformément à la directive (UE) 23 octobre 2019, n. 193 et à la législation nationale de transposition: le D. Lgs. 10 mars 2023 n. 24. Dans ce cas, la base juridique du traitement est la nécessité de remplir les obligations imposées par la législation en matière de dénonciation, (art. 6, par. 1, lit. c), art. 9 par. 2, lit. b) et art. 10 du RGPD).

S'il est nécessaire de divulguer l'identité de l'auteur de signalement à des entités autres que celles qui gèrent le processus de signalement, le responsable du traitement sollicitera son consentement exprès et spécifique.

Les données personnelles seront traitées pendant la durée strictement nécessaire et ne seront pas conservées plus de 5 ans. Passé ce délai, les données seront détruites, effacées ou rendues anonymes, conformément aux procédures techniques de suppression et de sauvegarde.

5. FOURNITURE DES DONNÉES.

La communication des données doit être considérée comme obligatoire pour le déroulement afin de donner suite aux signalements qui devaient arriver et pour pouvoir poursuivre les finalités comme identifiées ci-dessus. Le refus de fournir les données ne permet pas d'établir ou de poursuivre la relation de travail.

6. MODALITÉS DE TRAITEMENT DES DONNÉES. CATÉGORIES DE PERSONNES AUXQUELLES LES DONNÉES PEUVENT ÊTRE COMMUNIQUÉES OU QUI PEUVENT EN PRENDRE CONNAISSANCE EN QUALITÉ DE RESPONSABLES EXTERNES, DE PERSONNES AUTORISÉES ET DE TITULAIRES AUTONOMES



Le profilage est exclu et les données ne seront pas diffusées.

Pour la poursuite des finalités indiquées ci-dessus, le Titulaire du Traitement pourra communiquer et faire traiter les données personnelles, dans le cadre national, à des sujets tiers avec lesquels il a des rapports, et notamment :

- a) En ce qui concerne les personnes autorisées à être traitées, les personnes chargées de la procédure disciplinaire doivent s'entendre lorsqu'elle est applicable et exécutoire;
- b) Les données pourront être traitées, pour le compte du titulaire, par des personnes désignées comme responsables du traitement, y compris le Gestionnaire de signalement ou une étude professionnelle générale destinée à fournir des conseils ou une assistance de toute nature au Responsable du traitement;
- c) Les données peuvent être communiquées à des personnes agissant en qualité de responsables du traitement, parmi lesquelles l'Autorité Nationale Anti Corruption, l'Autorité Judiciaire, la Cour des Comptes et d'autres éventuelles autorités publiques impliquées.

7. TRANSFERT DE DONNÉES HORS UE.

Les données personnelles ne seront pas transférées vers des pays hors Union Européenne.

8. DROITS DE LA PERSONNE CONCERNÉE.

Nous vous rappelons que vous pouvez exercer les droits énoncés aux articles 15 à 22 du Règlement UE 2016/679, qui consistent dans les prérogatives énumérées ci-dessous:

- a. droit d'obtenir la **confirmation** qu'un traitement de données personnelles vous concernant est en cours ou non et, dans ce cas, d'obtenir l'**accès** aux données personnelles et aux informations visées à l'art. 15, sur la finalité du traitement, les catégories de données à caractère personnel concernées, les destinataires auxquels les données ont été ou seront communiquées; la durée de conservation des données; le droit de connaître l'existence d'un processus décisionnel automatisé;
- b. droit d'obtenir la **rectification** des données à caractère personnel inexacts vous concernant sans retard injustifié. Compte tenu des finalités du traitement, vous avez le droit d'obtenir que les données à caractère personnel incomplètes soient complétées, y compris par une déclaration complémentaire;
- c. le droit d'obtenir l'**effacement** des données à caractère personnel vous concernant dans les meilleurs délais;
- d. droit d'obtenir la **limitation** du traitement des données en cas de contestation de l'exactitude des données, en cas de traitement illicite, intérêt au traitement pour la constatation, l'exercice ou la défense d'un droit en justice, opposition au traitement dans l'attente de la vérification de la primauté éventuelle des motifs légitimes du responsable du traitement par rapport à ceux de la personne concernée;
- e. être **informé** en cas de rectification ou d'effacement de données à caractère personnel ou de limitation du traitement effectué conformément à l'article 16, à l'article 17, paragraphe 1, et à l'article 18 du règlement UE 2016/679, sauf si cela s'avère impossible ou implique un effort disproportionné;
- f. droit à la **portabilité** des données à caractère personnel la concernant, le cas échéant;
- g. s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à votre situation particulière, au traitement de données à caractère personnel vous concernant conformément à l'article 6, paragraphe 1, point f);
- h. le droit d'introduire une **réclamation** auprès d'une autorité de contrôle lorsque les données ne sont pas collectées auprès de la personne concernée.

La liste complète des droits de la personne concernée est disponible sur www.garanteprivacy.it. Les intéressés sont informés que, conformément à l'art. 2-undecies du D.Lgs. italien 196/2003, les droits mentionnés ci-dessus ne pourront pas être exercés, lorsque l'exercice de ces droits pourrait entraîner un préjudice réel et concret à la confidentialité de l'identité du signalant, y compris dans le respect des dispositions du D. Lgs. italien 24/2023. Dans ce cas, l'exercice des droits sera effectué conformément aux dispositions de la loi ou du Règlement sur la protection des données applicables, y compris en demandant des vérifications particulières à l'Autorité Garante conformément à l'art. 160 du D.Lgs. italien 196/2003.

9. MODALITÉS D'EXERCICE DES DROITS DE LA PERSONNE CONCERNÉE.

A tout moment, vous avez le droit d'exercer les droits ci-dessus en envoyant un e-mail au Titulaire du Traitement, avec objet "REF. CONFIDENTIALITÉ", à l'adresse e-mail indiquée au paragraphe 1.

Fila Industria Chimica S.p.A.